



Autre revers : la valeur d'usage. Le fermier à sa sortie, ne part pas comme ça : on calcule la valeur d'usage, à partir d'états des lieux maintenant très fouillés. On rentre les données dans des tableaux. On en obtient un différentiel de valeur d'usage.

Dans la maison : y-a-t-il un assainissement / confort, chauffage, isolation. Tout un tas de paramètres nouveaux. Nos règles évoluent avec le reste de la société. On donne maintenant beaucoup plus de poids à l'isolation, au chauffage (troquer l'énergie fossile pour le bois, le solaire et autre).

On soustrait à la valeur du début. Le fermier repart avec cette valeur et ça permet à celui qui arrive de rentrer en ayant un système attractif. Valeur d'usage hyper importante.

Après 40 ans on peut faire un bilan de l'efficacité de notre système. On a 25 % de paysans en plus. Rare en France. N'existe pas ailleurs. On a complètement changé le visage de l'agriculture. On répond assez bien aux attentes de la société en terme de qualité des produits. Les femmes sont majoritaires maintenant à la tête des fermes. Des femmes partout maintenant. A 60 % des femmes. Je suis gérante de la SCTL depuis 3 mandats, aussi gérante des GFA (Groupements Fonciers Agricoles) du Larzac (1500 hectares de terre). Que 4 sièges d'exploitation au GFA. Beaucoup plus à la SCTL.

Habitat en lui même : prêt à l'usage.

Thomas Lesay : toutes les nouveautés qui sont en train de se faire depuis plusieurs années. Installé avec Chantal, et aux baumes.

Gérer le bois et photovoltaïque. 3000 hectares de bois. Bois pas vraiment valorisable en main d'œuvre. Trituration (pâte à papier) soit bois énergie (privilegié ici : bûche et bois déchiqueté).

Grosses chaudières collectives en ville. On espère que des projets vont se développer partout à Millau etc.

Ressource locale, pas industrielle comme les pellets, pour poêles à granulés, qui a pris 100 % d'un coup l'an dernier parce qu'il y a de la spéculation, produit industrialisé, mondialisé.

Bois déchiqueté a une justification dans une rayon de 150 km. Pas du tout pareil.

« Les bois du Larzac, » fait partie de la SCTL. Bois plus compliqué que l'éolien, c'est du boulot ; couper déchiqueter, faire sécher etc. Asso fonctionne bien.



SAS Laume del Larzac, créée pour gérer le photovoltaïque. Idée : créer une société par action simplifiée.

Toitures installées, à Montredon, aux Truels, aux Baumes, 25 toits où y a des installations.

500 Kilowatts installés. 500 millions de kwat générés chaque année. Pour l'instant génère par beaucoup de bénéfices. Argent sera utilisé pour aider les paysans qui ont des difficultés financières pour refaire le patrimoine. On peut prendre des actions et prendre des parts GFA.

RÉPONSES QUESTIONS

- Le bois a deux objectifs : l'activité principale c'est le pastoralisme. Il faut empêcher que les bois ne se referment trop. Pin sylvestre très envahissant. Garder de l'ombrage pour éviter les sécheresses mais garder ouverture du bois. Plusieurs dizaines d'années pour faire tout le tour.

Gros incendie ici l'an dernier. Nouvelle problématique. Ne pas se laisser ré embroussailler, gagner du parcours et du pastoralisme.

- Principe de la SCTL : usage, usage, usage. Quand on s'en va, ça retombe dans l'escarcelle du patrimoine commun. Bail de carrière hors spéculation = atout énorme.

Généralisation pas pour demain. Encore du chemin. Politiquement pas évident. Suffit de volonté politique. 1500 légionnaires maintenant ici dans le camp militaire. Pas si optimiste qu'il n'y aura jamais d'extension. Encore une bagarre à gagner. Pas les mêmes enjeux et moyens pour s'y opposer. Terre de Liens fonctionne sur des baux de carrière.

- Comment faire avec l'habitat ? Lorsque l'habitat est avec la ferme, qu'a le nouveau ? Rien, et le regard de l'ancien qui est là tout le temps.

On veut des fermes qui restent vivantes intégralement. Très dur à faire accepter aux fermiers. On part pas de gaieté de cœur parce qu'on a tout mis là-dedans. On essaye d'accompagner. On travaille sur le PLU avec la commune pour trouver des logements pour qu'on puisse rester habiter dans le coin. Pour ceux ont vécu toute leur vie ici.

Très important dans la gestion. On a un énorme problème de logement. Le jeune qui arrive n'a pas de maison.

Ces luttes sont menées par des gens ordinaires.

On essaye de choisir des gens qui vont jouer collectif.

Lors des des visites de fermes de samedi, 4 d'entre elles se sont installées il y a moins de 2 ans.

François Mathey : lutte du Larzac a reçu un immense soutien, dont des compétences et des expertises. Quand on a monté la SCTL, on a eu le conseil de 2 juristes extrêmement compétents. J'étais fermier ici, la SAFER est venue me voir en proposant de mettre l'ensemble de leurs compétences techniques pour faire tout ce travail d'inventaire, classer les parcelles etc.

Dans les chambre d'agriculture, les lycées agricoles : il y a des passerelles à entretenir, avec le monde du développement, de la recherche, avec le monde de la formation, pour appuyer des projets innovants.

Chantal Alvergnas : prêts à usage pour maisons ici, sont données à quelqu'un qui l'habite et s'engage à y faire des travaux. Il faut que pour la SCTL ce soit une opération blanche.

On a aligné les prêts à usage sur les paysans (départ à l'âge de la retraite comme les paysans).

Quand le fermier quittait sa ferme, si une petite maison se libérait, lui permettait de se reloger.

On est sans cesse en train d'essayer de gérer les injonctions qui nous arrivent et d'essayer d'améliorer. Accepter que les jeunes qui arrivent ne fassent pas comme nous. Les gens font en permanence évoluer la structure.

- Existe-t-il un lieu ressource, de rencontre? Association qui permettait aux paysans de se réunir n'existe plus et on pas su inventer autre chose.

Pas un bistrot sur le Larzac. A part à la cavalerie, un peu trop de kakis dedans à notre goût.

Nous sommes 3 paysans à organiser les Résistantes. Il y a le mythe, et il y a la réalité. On a plus suffisamment de contacts entre nous. Les moyens et l'énergie pour créer un lieu ressource permettant les échanges.

Qui parmi les historiques étaient plutôt pour que la légion s'installe ? José, après sa carrière politique, a changé ses options de militantisme et sa façon de voir les choses. A fait en sorte en sous main que les paysans ne se survoltent pas. **A laisser dans CR et vidéo ?**

Il a dit, en parlant de nous : est-ce le mot « Légion » ou « étrangère » qui ne passe pas ? Mal vécu et reçus par paysans du coin.

- Concernant les habitats légers : même ceux-là on ne pas les mettre n'importe où.

- Jeunes trentenaires ici vont apprendre à se connaître, à se mettre en réseau, et trouver leur mode de rencontre et d'organisation. Création de liens. On a fait un Larzac qui avait un visage, avec les anciens, maintenant aux jeunes de le faire avec nous. Liens humains toujours très longs.

On augmente le patrimoine habitable au fur et à mesure que les gens arrivent.



20 ANS DES AMI.E.S DE LA CONF'

Présentation et animation autour de la Frise Histoire des Ami.e.s : 20 ans de soutien à l'agriculture paysanne : et maintenant ?
Découverte du livre et livret Les Ami.e.s de la Conf' : 20 ans, une histoire qui continue, à disposition pour l'occasion.

Avec : les administrateurs & administratrices des Ami.e.s de la Conf' : Jean AZAN, Eudora BERNIOLLES, Françoise EUXIBIE, Hristo KAVLAKOV, Christiane LORET, Catherine LUSSEAU, Nicolas NAVEAU, Guy NOGUES, Monique PIOT, Béatrice RABOT, Mathieu VALEUR ; et animateurs : Jean-Pierre EDIN & Lucile ALEMANY.

A retrouver en replay : <https://youtu.be/0mQ1DnOeVV4>

Eudora Berniolles : A l'occasion de ces 20 ans, pour mieux savoir d'où l'on vient et où l'on va, on a fait un travail collectif sur l'histoire des Ami.e.s, à partir d'un texte original de Marc Mangenot, l'un des membres fondateurs de l'association, pour faire ressortir des thématiques et grands moments de luttes. Texte initial dans le livre « Les Ami.e.s de la Conf' ; 20 ans, une histoire qui continue », agrémenté de témoignages. A donné lieu à 3 documents :

- le livre
- le livret de témoignages illustré par Claire Robert
- une frise historique, disponible en petits formats papier ou en formats bâche pour vos stands.

Moment important de passage de relai. Présentation du CA.

Présentation de deux activités / animations autour de ces supports historiques : l'arpentage pour livre, le jeu de cartes Timeline autour de la frise.

Même si notre lien à la Conf' est gravé dans notre ADN, nous nous essayons aussi à porter le voix des citoyens en tant que tels, en produisant nos propres documents (Kits de mobilisation pour les municipales 2020 et régionales 2021, campagne « Décidons de notre alimentation ! » pour retrouver des principes démocratiques et avoir voix au chapitre dans les instances de décision. Cette campagne se décline par notre implication et travail dans deux collectifs : le collectif NOURRIR sur la PAC et le collectif Pour une sécurité sociale de l'alimentation.

Réalisation de 4 pages thématiques sur la PAC et l'eau. Nous organisons également des formations en visio, en lien avec le Réseau AMAP IDF et Terre de liens IDF.

Documents qui peuvent être utiles à tous les adhérents et aux groupes locaux.



Les Ami.e.s de la Conf', 20 ans : une histoire qui continue

Un livre, un livret de témoignages, une frise et un jeu de chronologie pour redécouvrir de façon ludique les événements et les luttes qui ont jalonné l'histoire de l'agriculture paysanne ces 20 dernières années.



Moment important de passage de relai. Présentation du CA.
Présentation de deux activités / animations autour de ces supports historiques : l'arpentage pour livre, le jeu de cartes Timeline autour de la frise.

Même si notre lien à la Conf' est gravé dans notre ADN, nous nous essayons aussi à porter le voix des citoyens en tant que tels, en produisant nos propres documents (Kits de mobilisation pour les municipales 2020 et régionales 2021, campagne « Décidons de notre alimentation ! » pour retrouver des principes démocratiques et avoir voix au chapitre dans les instances de décision. Cette campagne se décline par notre implication et travail dans deux collectifs : le collectif NOURRIR sur la PAC et le collectif Pour une sécurité sociale de l'alimentation.

Réalisation de 4 pages thématiques sur la PAC et l'eau. Nous organisons également des formations en visio, en lien avec le Réseau AMAP IDF et Terre de liens IDF.



Documents qui peuvent être utiles à tous les adhérents et aux groupes locaux.

Mathieu Valeur : volonté partagée par l'ensemble du CA de semer des Ami.e.s partout sur le territoire. Aujourd'hui, un peu plus de 2000 adhérents. Idée d'être 6000 à la fin de l'année, va pas falloir chômer. Des Ami.e.s partout sur le territoire mais qui ne se connaissent pas forcément. Idée de pouvoir créer cette rencontre, pour diffuser des idées de l'agriculture paysanne et soutenir la Confédération paysanne. Création de supports, de rencontres. 2 rencontres annuelles des référents locaux. Catherine, Mathieu, Edith et André sont là pour vous accompagner.

Catherine Lusseau : rôle aussi de faire remonter ce qui se passe sur les territoires. Site bientôt renouvelé, avec espaces pour les groupes locaux. Deux espaces où prendre la parole aussi : notre lettre trimestrielle et notre page mensuelle dans Campagnes solidaires.

Mise en place depuis septembre 2022 de visios d'accueil, qui permettent d'accueillir chaque mois les nouveaux adhérents. Format d'une heure.



20 ANS DES AMI.E.S DE LA CONF'

Les Faucheurs aussi ont 20 ans !

Avec : **Annick Bossu** (quels sont les autres noms ?)

A retrouver en replay : <https://youtu.be/uVwAru4KPhc>

Introduction par Jean Azan : pas possible d'être au CA des Ami.e.s et aux Faucheurs, sinon, on nous enlèverait la capacité à émettre des reçus fiscaux (déjà arrivé).

Mais nos deux structures ont été créés pour les mêmes raisons, pour les OGM : vous pour les faucher, nous pour soutenir financièrement la Conf' dans son combat.

Les Faucheurs : nous ne sommes pas une association mais un mouvement. Pas d'existence légale. Lutte anti OGM très différente en fonction des contextes. Dans certains pays, les gens disparaissent assez vite dès qu'ils s'opposent aux OGM.

Contentes d'avoir été invités par les Ami.e.s.

Les Soulèvements de la Terre sont un mouvement. Ils ne peuvent pas être dissous. Nos 20 ans seront fêtés aux Résistantes.

La Commission Européenne a fait des propositions qui allaient plutôt vers l'acceptation des OGM dans les champs et l'alimentation, déréglementation.

Tout le monde peut nous rejoindre. On peut intégrer des commissions de soutien aux Faucheurs.

En 2012, une coalition nationale de différentes organisations dont la FNAB et les Ami.e.s ont lancé l'Appel de Poitiers pour sauver la biodiversité.

23, 24 sept 2023 : rencontres contre agro-industrie à Poitiers : ouvert, s'inscrire. Gratuit. Organisations réunies au sein du collectif Objectif zéro OGM.

Questions agricoles. Se terminera par une déclaration commune.

Propositions de la Commission européenne, doit passer au Parlement européen et au Conseil européen. Mais nous avons du soucis à nous faire car les OGM ne seront plus tracés. Les risques ne seront pas étudiés.

La Commission va le signer, le stylo de agro-industrie à la main.

Il y a 10 ans, il y avait une rencontre internationale. On nous a dit « si vous les français vous n'aviez pas tenu, tout l'édifice de lutte contre les OGM dans le reste du monde n'aurait pas pu continuer avec cette ampleur. »

Être Faucheur c'est aussi déjà être dans l'état d'esprit.

Ne pas se laisser faire par l'agro-industrie.

Parfois l'État est dans l'illégalité. On fait des combats pour gagner par le droit, pour que ça s'inscrive dans la loi. Important qu'on soit reconnu dans notre légitimité à agir.

Les Faucheurs ont été créés aussi pour aider la Conf'. Ils détricotent la pelote, en tirant sur ce fil. Mais nous sommes aussi solidaires de bien d'autres luttes. On ne cloisonne pas les luttes. Il faut aussi avoir un fil à tirer.

Temps juridique, politique et action sont 3 temps différents.

Le juridique prend longtemps, des années.

On agit à visage découvert et on donne la liste des noms des gens aux forces de l'ordre.

Parfois on rend la liste, mais le procureur dit « on ne va pas convoquer tous ces gens » ; alors ils en prennent 2, 3 et les font comparaître comme prévenus. Donc les autres revendiquent à y être : « comparants volontaires ». Les 2, 3 que le procureur choisit sont souvent les locaux.

Intervention de Gérard Boinon, paysan de la Conf' retraité : Hommage à Jean-Baptiste, qui a eu l'idée de créer les Faucheurs volontaires. José Bové, prend le micro dans la foulée et annonce « les Faucheurs volontaires sont créés ».

On casse du colza qui de toute façon sera fauché un jour ou l'autre. L'intégrité physique des personnes est respectée.

Problème actuel : les médias en parlent de moins en moins. Ils parlent des violences.

S'approprier cette réflexion là est important.

Dossier VERTH s'est complexifié. Compliqué pour les journalistes aussi, moins facile pour eux d'en parler.

Encore plus compliqué pour nous vu les évolutions, donc il faut construire un argumentaire pour épilucher point par point. Pour pouvoir lutter contre ce qu'on veut nous imposer.

Les NGT (nouvelles techniques génomiques) : ce sont des techniques, pas des organismes.

Langage de l'industrie, on ne l'utilise pas car il est faux. Ce sont des mensonges par omission.

Choses qu'on présente comme très simples, mais qui sont très très complexes.



- Le 5 juillet 2023, la Commission européenne a adopté une proposition de dérèglementation des OGM : changement de la définition d'un OGM, la plupart des OGM actuels ne seraient plus considérés comme tels. Avec à la clé, dispense d'une évaluation des risques, d'une méthode de détection et traçabilité, d'un étiquetage, et d'un suivi après commercialisation.
- Le Parlement européen reste opposé aux OGM. La décision finale dépendra des prochaines élections européennes. C'est là que notre rôle de citoyen est important.



20 ANS DES AMI.E.S DE LA CONF'

Défense des droits et conditions de travail dans le système de l'alimentation - regards croisés paysans / salariés de l'agroalimentaire

Avec : Nadine Hourmant, déléguée du personnel chez France Poultry
Jean-Claude Balbot, paysan éleveur dans le Finistère

A retrouver en replay : <https://youtu.be/qh2Li5jy1s0>

Introduction par Francine Narbal et Monique Piot

La nourriture actuellement produite, pour nourrir l'ensemble de la population, ne l'est pas que par les paysans, mais aussi en grande partie par les travailleurs de l'agroalimentaire.

Peut-être que dans cette salle, nous mangeons surtout bio ou local.

Mais curieusement, 80 % de la population française achète plutôt leur nourriture dans les supermarchés : une nourriture pas bio, et industrielle.

Lors de l'atelier sur les prix, il a été mentionné que cette nourriture était de la merde.

Pourquoi ?

On n'a parlé de personnes qu'on ne connaît pas. On se ne croise pas dans les lieux de distribution.

La table ronde de ce matin est très importante.

Nadine Hourmant, ouvrière chez Poultry France, anciens abattoirs Doux en Bretagne, a accepté d'être parmi nous, et va nous parler de son métier.

Jean-Claude Balbot est paysan retraité en production bio, en Bretagne également.

Nadine et Jean-Claude se retrouvent dans les luttes à Brest.

Trois questions alors pour ce regard croisé :

1. Comment évaluez vous la situation des droits des travailleurs dans votre secteur respectif, pour les travailleurs de l'industrie alimentaire et les travailleurs de la production agricole ?
2. Dans la chaîne de la mondialisation néo-libérale, quels sont les contradictions les plus importantes dans vos deux secteurs ? Y-a-t-il des solutions qui se mettent en place ?
3. Les travailleurs de l'industrie et les travailleurs de l'agriculture sont-ils en capacité de converger dans leurs luttes ? Leurs intérêts sont-ils convergents ?

Monique Piot : nous voulons nous adresser à l'ensemble des consommateurs.

Secteur de la transformation est un secteur qui a été pris en main par les multinationales de l'alimentation.

Il faut créer des liens avec les organisations de travailleurs. Quelques données :

Production agricole : 400 000 exploitations + co-exploitants + 200 000 ouvriers agricoles = 600 000 EPT.

Industrie agroalimentaire : un peu plus de 600 000 travailleurs.

Le nombre d'emplois concernés est presque équivalent.

D'un côté sur du salariat (agroalimentaire), de l'autre sur du non salariat (exploitants agricoles).



Nadine Hourmant : nous n'avons pas toujours les mêmes positions mais on peut mener des combats ensemble.

Je suis salariée du groupe Doux, né en 1960, entreprise familiale à l'époque, qui s'est développée jusqu'à sa liquidation judiciaire en 2018. Représentait 13 000 salariés en 2000 (présents aussi en Allemagne, Brésil, Espagne).

Maintenant, on a été repris par une entreprise saoudienne « Almunajem food » basé en Arabie saoudite.

Les marques ont été réparties entre le groupe Almunajem et LDC (premier producteur de volailles en France. On le connaît sous marque le gaulois). Politiques managériales très très dures. Je n'y serai pas rentrée.

Quand on y va, c'est pour travailler. 33 ans que j'y suis. Syndiquée depuis 2004. C'est un directeur de la caisse d'allocation familiale qui m'a demandé de me syndiquer.
Je connais très bien la sécurité sociale.

Conditions de travail dans l'agroalimentaire sont très dures. Omerta. On ne parle pas de l'agroalimentaire.

Dans le Moyen âge, on tuait les animaux sur la place publique. Comme ça choquait, on les a écartés, on a construit des gros abattoirs. Ce ne sont plus des entreprises familiales mais des multinationales.

500 salariés rien que sur l'abattoir à Châteaulin France Poultry. En aval : les paysans, les producteurs, qui sont tenus comme nous, qui doivent livrer les œufs, le poussin.

2 millions 5 de volailles par semaine arrivent à l'abatage poussin. Ça ne s'arrête jamais.

Moi je suis en production, à l'emballage. Les poulets morts arrivent sur une chaîne.

Mais avant, des collègues s'occupent des volailles vivantes, à accrocher vives sur des crochets, ont bien du courage. Ils font ça pendant 7 h. Après, tout est automatisé.

Rythme assez important. 14 poulets à la minute pour que je mette le poulet en boîte.

Mon deuxième poste : emballage de 1000 poulets à l'heure. La machine peut avaler 7000 poulets à l'heure, nous sommes 6 à la mise en carton.

En parallèle de ça, on est obligés de se battre pour nos conditions de travail. Pas terrible mais on gagné quelques combats. Au niveau de la convention collective, je suis considérée comme « ouvrière non qualifiée ». Au bout de 33 ans.

11,62 le smic. Je suis payée 11,64 de l'heure. Seul avantage, une prime de fin d'année. Une prime d'ancienneté plafonné à 200 euros pour 15 ans d'ancienneté. 1400 net.

La volaille, c'est là où on se fait le plus plumé !

Des cons comme nous ils sont plus près d'en trouver.

Conditions de travail très pénibles. Les gens ne vont pas par plaisir au travail, ils y vont pour mettre à manger dans leur assiette.

Au bout d'un moment, je n'ai même plus conscience que c'est un produit alimentaire que j'ai dans les mains.

La production est totalement exportée, pas une volaille ne reste en France. Tout est expédié au Moyen orient. Nous représentons 5 % de la consommation de volaille au Moyen Orient.

L'Europe a enlevé les quotas d'exportation pour l'Ukraine. Veut dire qu'on a encore plus de malbouffe.

Les salariés en Ukraine sont payés 350 euros.

Les autres importateurs au Moyen Orient, ce sont les russes.

Nous avons une sécurité alimentaire plus élevée que le Brésil ou l'Ukraine, qui n'ont jamais connu la grippe aviaire. Et nous nous avons un cas de grippe aviaire, nous ne pouvons plus rien exporter.

Bizarre quand même : la grippe aviaire s'est arrêtée à la frontière comme Tchernobyl à la frontière ?

C'est la mondialisation qui veut ça.

Jean-Claude Balbot : on habite à 15km, on a mené des luttes ensemble pour empêcher la fermeture des entreprises agroalimentaires.

Mais on ne se rencontre pas.

Je me suis installé dans ce qu'on a appelé dans les années 70, le « Larzac breton ». En 73, j'étais occupant sans titre des terres de l'État.

Au départ je suis ouvrier couvreur dans le bâtiment. On s'était installés dans l'agriculture. Je voulais faire ça, en échappant au modèle industriel.

En voulant échapper au modèle de l'agro-industrie, on a créé tout ce qu'il vous plaît : des produits bio, une relation directe au producteur. Je ne voulais pas livrer mon lait à la coopérative. On a transformé notre lait et on allait vendre nos fromages sur le marché.

Bio va passer de 5 % à 10 % dans les années qui viennent.

Il y en a parmi nous qui ne sont pas soucieux de la manière dont vivent les autres. Constat très amer que ne nous nourrissions qu'une infime partie de la population, caractérisée sociologiquement, géographiquement, physiquement. Je reconnais toujours mes clients.

Les enfants ne reprennent pas les fermes, en bio ou pas.